

Vigilances

La lettre du



N°7 : octobre 2002

L'enjeu de la violence légitime

Staline et Mao n'étaient ni démocrates, ni pacifistes. L'un et l'autre avaient la bombe atomique. Ni l'un, ni l'autre ne s'en sont servi et, s'ils ont financé et manipulé des réseaux terroristes, ils se sont bien gardé de leur fournir des armes de destruction massive. La dissuasion nucléaire américaine et la politique dite de « containment » ont suffi à les détourner des chemins périlleux. Le **réalisme** l'a emporté sur l'esprit de conquête.

Plus récemment, l'Inde et le Pakistan se sont dissuadés l'un l'autre de transformer le conflit du Cachemire en **cauchemar nucléaire**. Et la Corée du nord a beau être stigmatisée par le président Bush comme faisant partie de « l'axe du mal », elle n'a pas fait joujou avec ses bombinettes. Alors, pourquoi les Américains considèrent-ils l'Irak comme un tel danger ? Pourquoi la recette dissuasion-containment ne pourrait-elle s'appliquer à Saddam Hussein ?

Des esprits trop subtils ont tendance à croire que la vindicte de George W. Bush contre Saddam Hussein découle de circonstances **moyen orientales et pétrolières**. Ces facteurs ne peuvent être négligés mais l'essentiel est ailleurs. Les attentats du 11 septembre ont profondément modifié la « weltanschauung » américaine. Le sol des Etats-Unis était considéré comme inviolable. Il ne l'est plus. Du coup, la conception même de la guerre a changé de nature. Il ne s'agit plus de voler au secours d'alliés menacés mais d'agir en état de « légitime défense ».

A partir de là tout s'enchaîne. Nul besoin de prouver que Saddam Hussein a des liens avec Al Qaïda. Il suffit d'affirmer qu'il pourrait en avoir alors que « le plus grand danger qui menace notre pays se situe à la croisée du radicalisme et de la technologie » (1). Traduction pratique : ce qui est fait est fait, nous ne pouvons empêcher la Russie, la Chine, etc. d'avoir les armes qu'elles ont mais nous devons éviter que d'autres puissent, un jour, se trouver dans des situations comparables. L'Amérique s'assigne le devoir d'être **le bras armé** de la non prolifération atomique et bactériologique.

Une telle affirmation place la communauté internationale devant un **terrible dilemme**. Doit-elle prendre à son compte l'objectif énoncé par les Etats-Unis et, à défaut d'un compromis sur des inspections efficaces, transformer l'ONU en gendarme préventif ? Doit-elle, au contraire, maintenir que le droit international interdit de confondre menace et agression ?

Si cette deuxième option l'emportait, les Etats-Unis prendraient, selon M. Bush, la responsabilité d'agir seuls. Ils s'arrogeraient une sorte de **pouvoir régalien à l'échelle du monde**, un droit autoproclamé à l'usage de la « violence légitime ». Nul doute que l'Europe, la Russie, la Chine et bien d'autres, n'apprécieraient guère. Le Chancelier Schröder l'a déjà fait savoir pendant la campagne électorale allemande tandis que le premier ministre japonais s'est ostensiblement démarqué de la politique américaine à l'égard de la Corée du nord.

Plus l'échéance approche, plus **la marge de manœuvre** devient étroite pour toutes les parties prenantes. Si les Etats-Unis agissent seuls, ils courent le risque d'avoir à s'engager durablement dans un Moyen-Orient instable. Mais si, agissant seuls, ils parviennent à atteindre tous leurs buts de guerre, à la fois politiques et militaires, les autres États, et notamment les États européens, n'auraient guère d'autre choix que de rallier, la queue basse, le camp du vainqueur (2).

Marc Ullmann

(1) *extrait du document publié le 20 septembre sur « stratégie nationale de sécurité ».*

(2) *voir « Spécial Irak » (page 2) quelques éléments de cette difficile équation.*

Dossier : *Comment faire rêver de la France*, par Bruno Delaye, Directeur général de la Direction générale de la Coopération internationale et du Développement (page 5)

© Club des Vigilants 2002 - Ce document est la propriété exclusive du Club des Vigilants ; toute reproduction même partielle est interdite sans autorisation préalable du Club des Vigilants.

Alertes Spécial Irak



Scénarios de guerre

Selon une source israélienne proche des états majors américains, une attaque sur l'Irak ne serait lancée qu'après positionnement dans la région d'environ 300 000 hommes. Mais ce positionnement serait effectué à titre de simple « **contingency** » pour le cas où le scénario rose devrait être remplacé par un scénario noir.

Le **scénario rose** est celui d'une « blitzkrieg » réussie. Saddam Hussein aurait été localisé, son bunker aurait été détruit par des bombes spéciales à forte pénétration, son état major aurait été décimé et ses troupes les plus fidèles auraient été anéanties. Après un tel coup de massue, les unités de l'armée régulière auraient choisi de se rendre plutôt que de combattre. Les soldats américains pourraient se présenter comme des libérateurs. 60 000 hommes suffiraient amplement pour garantir l'installation rapide d'un gouvernement intérimaire.

Le **scénario noir** implique l'échec de l'attaque surprise, et l'organisation par Saddam Hussein d'une résistance efficace. Dans ce cas, l'occupation du terrain devrait être assurée coûte que coûte. Et, compte tenu des rotations nécessaires, 300 000 hommes ne seraient pas de trop.

Scénarios d'après guerre

Condoleezza Rice est délibérément optimiste et énonce sans relâche un **scénario rose**. Lorsque la conseillère de M Bush chargée de la sécurité nationale, parle de « l'Irak après Saddam Hussein », elle fait toujours référence au « Japon après la guerre ». Selon elle, l'Irak, avec ses 20 millions d'habitants et son potentiel économique, peut devenir **une démocratie** et servir de modèle au Moyen-Orient. Une présence américaine et des milliards de dollars seront nécessaires pour amorcer le processus mais la population se réjouira vite de la disparition de la terreur et l'argent du pétrole servira de garant à sa prospérité future. Dans ce scénario rose, l'Amérique est doublement gagnante : elle fournit la preuve de son efficacité et redistribue les cartes pétrolières en brisant l'hégémonie saoudienne.

Le scénario noir est privilégié par certains vieux connaisseurs des haines régionales. Selon ces pessimistes, les Chiïtes du sud ont suffisamment été martyrisés par la police de Saddam Hussein pour vouloir entrer en sécession. Quant aux Kurdes du nord, ils peuvent profiter de la confusion ambiante pour affirmer leur indépendance. Or, **l'éclatement de l'Irak** constituerait pour les États-Unis une double défaite : d'une part, l'influence iranienne s'étendrait sur le sud chiïte ; d'autre part, les velléités d'indépendance kurde seraient insupportables pour la Turquie et génératrices de désordre pétrolier. Afin de parer à ces dangers, M. Bush devrait laisser en Irak une véritable armée ayant pour ordre de maintenir l'unité du pays. Dans le désordre ambiant, l'ensemble du Moyen-Orient prendrait feu.

Esquives et intermèdes

Si M. Bush était sûr que, pour la guerre et l'après-guerre, tout fonctionnerait selon les scénarios les plus roses, il n'hésiterait pas à donner l'ordre d'attaque. Mais de nombreux interlocuteurs et certains de ses propres conseillers estiment que **les scénarios noirs sont plus crédibles que les roses**. D'où la possibilité d'une hésitation que certains États, notamment la Russie et la France, veulent mettre à profit dans le cadre de l'ONU. Cependant personne ne peut affirmer qu'une fois la logistique en place, M. Bush ne lancera pas l'offensive. Et, s'il avait la chance de voir se concrétiser les scénarios roses mieux vaudrait pour la France, pour la Russie – et pour leurs compagnies pétrolières ! – s'être comportées en alliées plutôt qu'en critiques. Côté français, une discrète coopération militaire commence à s'ébaucher.

Le triple jeu syrien

La Syrie ne joue pas double jeu mais triple jeu. Primo, elle est objectivement **alliée** de l'Irak puisque tout le Nord du pays, plaque tournante de la contrebande pétrolière, en dépend sur le plan économique. Secundo, elle cherche à se faire bien voir des États-Unis en livrant le plus de renseignements possibles sur Al Qaïda. Enfin tertio, elle fournit, (à titre dissuasif ou offensif ?) au Hezbollah du Sud Liban, des missiles susceptibles de frapper Israël. Au total, trop d'habileté peut nuire.

Alertes



Le dollar en sérieux danger

Dans la seconde moitié des années 90, l'épargne mondiale a financé la croissance des États-Unis. L'explosion des investissements directs étrangers et des investissements en portefeuille couvrait largement le déficit de la balance des transactions courantes et renforçait la demande de dollars. Aujourd'hui, l'investissement direct étranger aux États-Unis a totalement disparu et les investissements en portefeuille ralentissent du fait de la moindre rentabilité observée après une période d'euphorie. Pourtant, **le déficit extérieur américain** ne cesse de croître et représente maintenant 5 % du PIB. Son financement absorbe 10 % de l'épargne du reste du monde. Paul O'Neill, Secrétaire au Trésor, a déclaré que le déficit de la balance des transactions courantes est un concept dépourvu de sens. C'est vrai si la balance des capitaux compense ce déficit comme cela a été le cas pendant le boom de la nouvelle économie, mais aujourd'hui ... pourra-t-on éviter une fuite devant le dollar ? Ne sera-t-il pas nécessaire d'augmenter les taux d'intérêts ? Les États-Unis pourront-ils durablement faire face à **un double déficit fiscal et extérieur** ainsi qu'à une montée de l'endettement des ménages et des entreprises ? On compte toujours sur l'épargne asiatique (l'Europe ne peut plus rien financer) ; est-ce bien raisonnable si la nouvelle croissance déplace son centre de gravité vers cette région du monde ? Faut-il espérer, pour le bien de l'Amérique, que le Japon s'enfonce dans son marasme et que la Chine, ainsi que le reste du continent ralentissent leur croissance ? Le président Bush semble avoir la tête ailleurs mais les forces du marché peuvent jouer un mauvais tour au dollar. La parité avec l'euro n'est sans doute que le signe avant coureur d'une crise plus profonde.

Emilio Fontela, Professeur honoraire à l'Université de Genève

L'exemple coréen

L'Asie est aujourd'hui la vedette incontestée en termes de croissance. La Chine est en tête du peloton mais Singapour, la Malaisie et la Thaïlande ont su également développer leur demande intérieure. Surtout, **la Corée a pratiquement réussi un sans faute**. Ses conglomérats ont été restructurés, son système bancaire a été réformé, son marché intérieur a été stimulé tant et si bien que sa croissance (6 %) est presque égale à celle de la Chine et que la Bourse de Séoul est en pleine euphorie. Par ailleurs, le « pays du matin calme » fait figure de leader mondial pour le développement du haut débit avec une pénétration exceptionnelle de cette nouvelle technologie (64% des foyers).

Pari japonais : hydrogène et pile à combustible

Yakushima Denko, une filiale de Taiheiyo Cement, s'est lancée dans la production d'hydrogène sur l'île de Yakushima, au sud de Kyushu. Cette société propose d'implanter des petites centrales hydrauliques sur toute la surface de l'île et d'utiliser l'énergie obtenue pour produire de l'hydrogène par électrolyse de l'eau. Les abondantes ressources en eau de l'île constituent un avantage inestimable. Yakushima Denko cherche dans un premier temps à **supprimer l'utilisation de carburants fossiles** sur l'île en fabriquant des véhicules alimentés par hydrogène ; elle passera ensuite à une production de masse. La première centrale hydraulique est déjà prête et les tests commenceront bientôt. Le Japon n'est pas le seul pays à s'engager sur cette voie, puisque d'autres, comme l'Islande, ont commencé à utiliser les réserves renouvelables d'hydrogène comme source alternative d'énergie et cherchent à occuper une position dominante sur ce marché émergent. Car derrière l'hydrogène se profile la pile à combustible et ses multiples applications notamment dans l'automobile. En cas de succès, le Japon fera d'une pierre deux coups. Il réduira sa dépendance pétrolière et donc sa facture et gagnera, sans doute, une position de leader sur ce marché d'avenir.

La grande braderie européenne

De nombreuses entreprises européennes se trouvent au pied d'un mur d'échéances difficile à franchir. France Telecom, Deutsche Telekom, Vivendi Universal, Siemens, ne sont pas seules dans ce cas et quiconque a les moyens d'acheter peut réaliser de bonnes affaires. Aux États-Unis, les firmes spécialisées sont à l'affût. Les trois plus grandes : Kohlberg Kravis Roberts, Thomas H. Lee Partners, et Apax Partners ont levé environ **50 milliards de dollars pour faire leur marché en Europe**. Ces firmes, d'un genre spécial, mobilisent de l'argent auprès d'investisseurs fortunés et patients ainsi qu'auprès de fonds de pension disposés à investir à long terme une faible partie de leurs avoirs. Dommage que nous n'ayons en Europe des firmes aussi puissantes !

Risques et chances



Les effets pervers de la désintermédiation

Beaucoup de grandes entreprises commencent à regretter d'avoir boudé leurs banques pendant les années de vache grasse. Quand les taux d'intérêts baissaient et les actions en Bourse montaient, il leur a semblé judicieux de faire directement appel aux marchés financiers. La désintermédiation était à la mode. Aujourd'hui, elle l'est moins car l'expérience a montré que **les marchés sont volatils**. Telle entreprise qui « riait vendredi » parce qu'elle plaisait aux investisseurs risque de « pleurer dimanche » si elle doit payer une décote très supérieure à ce qu'aurait été une commission bancaire. De quoi présager un grand retour des banques dans le financement de l'économie !

i-mode contre MMS

Après l'échec des services WAP et le retard pris par l'UMTS, les opérateurs de téléphonie mobile fourbissent leurs armes pour redonner vie à un secteur atone et misent sur des technologies intermédiaires.

Bouygues Telecom parie sur **le standard japonais i-mode** qui a séduit, à ce jour, des millions de Nippons. Bouygues Telecom ouvrira ainsi, à la mi-novembre, son portail mobile, accueillant des sites d'informations (AFP, Reuters, Les Echos, LCI etc...), de loisirs, de renseignements pratiques, ainsi que les services - très populaires auprès des jeunes - de chargement de sonneries et de fonds d'écran. Un budget communication équivalent à celui qui fut dépensé au moment du lancement de l'entreprise elle-même est prévu.

Chez Orange, la branche mobile de France Telecom, comme chez SFR, on n'y croit pas. Le WAP a échoué, l'i-mode échouera aussi, dit-on chez les deux opérateurs, car fondé sur le même type de navigation fastidieuse et d'arborescences compliquées. Ce qui marchera, pense-t-on, c'est la photo prise par l'utilisateur lui-même, avec un petit appareil photo numérique intégré au téléphone. On se prend en photo, ou l'on capte un objet ou une scène, et on envoie tout de suite l'image à ses amis. Cet échange « personne à personne » a assuré le succès fulgurant des SMS entre jeunes. Il assurera **le succès du MMS** (Multimedia Messaging Service), disent ses partisans.

Pour tous les opérateurs à la recherche du produit miracle susceptible de relancer le marché, une même difficulté : le nombre limité de téléphones nouvelle génération actuellement en circulation, leurs performances souvent inégales, et leur coût, même si tous vont casser les prix par des « packages » alléchants avant l'arrivée du Père Noël.

Internet : la face cachée

Le chiffre d'affaires de l'Internet marchand atteindra, cette année aux Etats-Unis, 39,3 milliards de USD alors que **les activités illégales** sont estimées à 36,5 milliards, selon l'institut de recherche comScore Media Metrix. Les jeux prohibés sur le territoire américain se placent ainsi, en terme de chiffre d'affaire, au huitième rang des activités marchandes sur Internet. Médicaments non autorisés par la Federal Drug Administration (FDA), prostitution, pédophilie, jeu dans des casinos off shore, vente d'armes non autorisées, sont à portée de « click ». « Ce marché noir du web rapporte gros. Il croît dramatiquement car les coûts de transaction y sont très bas », estime Erik Brynjolfsson, professeur de management au Massachusetts Institute of Technology's Center for eBusiness.

A ce **commerce illicite**, s'ajoute, depuis le 11 septembre, la **Crainte du terrorisme**. L'on sait que les fous d'Allah ont utilisé le web pour communiquer entre eux, faire des recherches sur des cibles potentielles, recruter des agents ou encore lever des fonds.

La lutte contre cette face cachée du web, qui ne cesse de s'étendre et pourrait miner les fondements de la société, est un enjeu majeur des sociétés ouvertes.

L'intelligence artificielle contre la fraude

Les fraudes à la carte bancaire aux Etats-Unis coûtent chaque année aux banques, près de un milliard de USD. Face à **l'ingéniosité des escrocs et autres voleurs**, les compagnies telles American Express ou Visa se mobilisent et font appel à l'intelligence artificielle pour se protéger. Grâce à des réseaux et des logiciels ultra sophistiqués, elles sont capables de bloquer, en temps réel, toute transaction qui ne cadrerait pas avec le profil de dépenses de la personne titulaire de la carte. Gare, dans ces conditions, à l'achat impulsif déraisonnable.

Diplomatie et modernité

Comment faire rêver de la France ?

Par **Bruno Delaye**, Directeur général
Direction générale de la Coopération internationale et du Développement

Faire rêver de la France, c'est vouloir agir sur le monde et peser sur le cours des choses. Avoir une influence dans le monde pour un pays, ce n'est pas seulement aligner une puissance militaire, scientifique ou économique. C'est aussi et surtout faire rêver, faire partager des valeurs. Et, dans ce siècle qui commence avec une frénétique recherche de valeurs et de sens, cette exigence est aujourd'hui plus valable que jamais. « **Faites rêver le monde et vous le dirigerez.** » Ceci est vrai pour une nation, pour une entreprise, c'est aussi vrai pour n'importe quel projet. L'exemple de **l'hyperpuissance américaine** est là pour le rappeler. L'Amérique est forte non seulement de sa puissance économique et militaire mais, surtout de ses valeurs véhiculées à travers ses industries du divertissement, premier poste d'exportation devant l'aéronautique ou l'armement. La puissance d'Hollywood, immense fabrique de rêves, permet d'une certaine manière à l'Amérique d'imposer ses valeurs, son modèle ou ses positions, sans trop de difficultés. L'on pourrait ainsi dire que chaque succès mondial de Hollywood érige un petit centre culturel américain dans chaque tête.

L'influence ne se joue plus dans les salons feutrés des ambassades ou des ministères. Elle ne se joue pas encore au niveau de l'Europe. Il ne s'agit donc pas, pour la France, de lâcher la proie pour l'ombre d'une politique extérieure européenne commune inexistante. Car, le temps s'accélère. Avec la fin du monde bipolaire, la montée du multilatéralisme, l'émergence de nouveaux acteurs non étatiques (ONG mais aussi organisations terroristes ou du crime organisé), la globalisation et surtout la révolution des nouvelles technologies de l'information, le monde devient plus complexe. Il est également plus instable et se transforme à une vitesse accélérée. Ces conditions nouvelles exigent une diplomatie nouvelle, plus réactive. Il s'agit donc pour la diplomatie française de **s'adapter à un monde en pleine mutation**. Dans le monde d'aujourd'hui, les vraies batailles se gagnent d'abord dans les têtes avant de se gagner dans les cœurs. Ainsi en est-il des conflits militaires, même les plus violents. Ils se gagnent d'abord sur les écrans de télévision, dans les opinions publiques ou encore dans les journaux de 20h... La guerre du Koweït, les guerres des Balkans ou les conflits du Moyen-Orient, indépendamment de la violence qui peut s'exercer sur le terrain, ont pris les dimensions de batailles d'opinions publiques à l'échelle planétaire. **Toutes les diplomaties modernes ont intégré ce que les Américains appellent le « soft power »**. Et celles qui ne le font pas prennent le risque de « regarder passer », réduites qu'elles sont à l'exercice protocolaire de l'hospitalité, à des exercices incantatoires ou pire encore à des commentaires savants mais sans prise réelle sur l'évolution du monde.

Pour cela, il nous faut tracer des perspectives claires, définir quelques lignes directrices et affirmer une stratégie. Il s'agit aujourd'hui de **maîtriser la mondialisation** et de promouvoir **une diplomatie d'influence et de solidarité**. Car sans **instruments d'influence** sur les décideurs et les opinions, la diplomatie française serait réduite à l'incantation. Dans ce contexte, la promotion de la langue et de la pensée française à l'étranger, la participation active à la formation des élites mondiales, le renforcement de la présence française dans le paysage audiovisuel mondial et le développement de liens, plus étroits, sur le terrain avec la société civile constituent des axes majeurs de notre diplomatie. Et, sans **outils de solidarité**, le développement durable de la planète n'est pas possible. Notre engagement en faveur d'un processus qui concilie l'environnement, l'économie et le social, loin de sacrifier aux effets de mode, est une nécessité qui doit s'inscrire dans la durée.

B.D.

Maîtriser la mondialisation

Un des axes majeurs de la politique française est de contribuer à la régulation de la mondialisation. Agir sur ce monde et faire en sorte qu'il soit plus vivable pour la plupart des habitants de notre planète, tel est, pour la diplomatie française, l'enjeu majeur des années à venir. Car, les conséquences d'une mondialisation mal maîtrisée sont connues. **Les inégalités et les exclusions sont renforcées.** Ainsi, 80% de la population mondiale vit dans les pays les plus pauvres qui contribuent à hauteur de 20% du revenu mondial. Deux milliards de personnes n'ont pas accès à l'électricité et 30 000 enfants meurent chaque jour à cause de maladies liées à la qualité de l'eau. Un tiers de cette même population vit avec moins d'un dollar par jour. L'Afrique concentre, quant à elle, ses effets les plus négatifs : guerres ethniques précipitant le décrochage économique de plusieurs pays, déliquescence de nombreux Etats menant à la quasi-disparition de structures éducatives et de santé déjà étiées, pandémies touchant un grand nombre de pays et des pourcentages croissants de la population telle que le sida ou le paludisme... **Les Etats sont fragilisés** et les années de glorification du pur marché y sont pour beaucoup. La mobilité de flux financiers de plus en plus importants, les échanges massifs de biens et services, l'exacerbation de la compétition commerciale, l'explosion des migrations souhaitées, imposées ou refoulées et le développement des nouvelles techniques de communication tendent à estomper les frontières et à dématérialiser les territoires. Or, **des règles claires, opposables sans discrimination à tous les acteurs sont à la base d'une saine compétition.** Le rôle de l'Etat s'avère ainsi déterminant. Il l'est toujours, en tant qu'acteur économique, dans les pays de l'OCDE où sa contribution au PIB est de 37% (contre 25% en 1965). Il l'est plus encore dans le développement des pays du Sud où l'on redécouvre l'importance de son rôle. Les pays qui ont pu décoller sont ceux où, comme en Asie, l'Etat a investi massivement dans le capital humain particulièrement dans l'éducation et la santé. A l'inverse, partout où **l'Etat s'effondre**, le développement recule, l'investissement disparaît et les capitaux fuient. Enfin, la mise en place de nouvelles règles mondiales passe par un rôle accru des Etats. En effet, que peuvent valoir des engagements internationaux sur de nouveaux règlements, normes de commerce, d'environnement, de droits sociaux ou de libertés publiques, s'il n'existe plus d'Etats pour les faire appliquer ?

La France a ainsi l'ambition de peser, à travers l'Union européenne, les Nations Unies et ses réseaux d'amitié, dans le monde et d'œuvrer pour une mondialisation maîtrisée. Il s'agit également pour notre pays de tirer parti de deux évolutions majeures des deux décennies écoulées : l'émergence d'une **opinion publique mondiale** et la constitution **d'ensembles régionaux**. Aujourd'hui, environ 10% de l'aide mondiale au développement passe par les ONG. Ce rôle croissant de la société civile (ONG, associations, entreprises, collectivités locales) dans les relations internationales complète efficacement l'aide au développement des Etats. Le Traité d'interdiction des mines antipersonnel n'aurait certainement pas vu le jour sans l'engagement et la ténacité des ONG. Il en est de même concernant le revirement de l'industrie pharmaceutique sur les prix des thérapies du sida dans les pays en développement.

De même, les Etats cherchent partout, avec plus ou moins de succès, la voie du regroupement, afin d'intervenir plus activement au niveau mondial. La France soutient ainsi, partout où elles sont à l'œuvre, ces initiatives. Des programmes d'assistance technique, de formation et d'expertise sont mis en place, conjointement avec l'Union européenne, pour aider les nouveaux organismes régionaux en Afrique, en Amérique Latine, en Asie ou dans les Caraïbes.

Les instruments d'influence

« Nous avons toujours tendance à osciller **entre deux extrêmes** et nous passons sans cesse d'une surestimation de soi, de notre poids, d'où le sentiment d'arrogance que nous prête nombre de nos partenaires, à un dénigrement sans limite de nos capacités », assure Bruno Delaye.

Quatrième puissance économique mondiale, quatrième exportateur mondial, deuxième exportateur agricole et deuxième investisseur mondial, derrière les Etats-Unis, mais aussi, avec 10% de la production mondiale, une production scientifique en progression, la France n'a donc pas à rougir de son rang dans le concert des nations.

Pourtant, **certaines stéréotypes** ont la vie dure. Ainsi en est-il des critères commerciaux associés au made in France. L'industrie du luxe, de la mode, la cuisine ou le tourisme emportent la palme en terme d'image. Oubliés Airbus, Ariane ou le TGV. Occultées une industrie automobile en pleine expansion particulièrement sur le marché européen, des banques affichant une santé florissante dans un environnement morose. A côté de ces stéréotypes, il peut y avoir de véritables flambées de **défiance**. Ainsi, les actes antisémites perpétrés sur notre sol au printemps dernier ont donné lieu, notamment sur la côte Ouest aux Etats-Unis, à une immense campagne publicitaire contre la France et à des appels au boycott des produits français. De même, **les réserves** qui peuvent être exprimées par la France sur la manière de traiter certains conflits ou des questions de droit international sont perçues, par certains de nos amis, comme autant de motifs de suspicion.

Dans ces conditions, le « Soft Power » devient un enjeu majeur. Car, pour transmettre des valeurs et peser sur le devenir du monde, il faut compter pour le monde. Et, pour compter, il faut se faire connaître et se faire désirer du monde. **L'impact de la coupe du monde de football en 1998** a, à cet égard, eu un impact fantastique. Or, avant d'être une nation « sportive », la France est, et doit rester, une **puissance culturelle** afin que le concept de diversité internationale des cultures ne soit pas vain. Et, pour être influente, la France doit agir et se faire connaître à l'extérieur. Elle doit également être attractive afin de participer à la formation des élites mondiales.

Grâce à un réseau de plus de 430 établissements (151 Instituts et Centres culturels français et 283 Alliances françaises) dans quelques 150 pays, **l'enseignement du français** progresse dans le monde de 4% par an. Il augmente encore plus rapidement dans les pays qui introduisent une seconde langue vivante obligatoire. Bien entendu, ces chiffres masquent **des disparités** assez criantes. Dans le pays le plus peuplé du monde, seuls 14 000 chinois apprennent le français. Centres culturels, instituts et alliances participent également à la promotion des œuvres de création produites en France, favorisent l'accès des artistes français aux marchés et aux circuits de distribution internationaux, développent des programmes audiovisuels spécifiques. Véritables « médiateurs » culturels, ils sont des partenaires actifs des institutions et des entreprises locales et contribuent au développement culturel de leur pays d'implantation.

Autre composante forte de **l'image de la France** à l'étranger, la contribution des intellectuels français aux grands débats de société. Près de 9000 figures de l'intelligence française participent, chaque année, à des missions à l'étranger. Colloques et débats permettent d'échanger et de confronter les idées sur des sujets tels que l'éthique, les normes sociales, l'environnement, la sécurité alimentaire, le commerce équitable, la lutte contre les pandémies...

De même, dans un monde où les images et la musique sont des vecteurs essentiels d'influence, la France doit se battre pour rester compétitive sur un marché très concurrentiel. D'autant que la tendance à **l'uniformisation** des contenus fait naître, un peu partout, une soif d'alternatives. Avec TV5, avec Unifrance, avec le Bureau export de la musique (39 millions de disques vendus en 2000, soit trois fois plus qu'en 1998), avec RFI, la France possède d'excellents outils. Il lui reste cependant à les consolider en combinant intelligemment l'action publique et l'initiative de groupes privés.

Enfin, ces actions seraient incomplètes sans un effort particulier en direction **des étudiants étrangers**. Longtemps perçus comme des immigrés illégaux déguisés, les étudiants étrangers ont déserté l'université française au profit des universités américaines et anglaises. Leur nombre est passé de 170 000 en 1993 à 150 000 en 1997. Depuis, la situation démographique et le déficit chronique dans certaines disciplines obligent à rectifier le tir. Les universités sont mobilisées pour que 10 à 15 % de leurs effectifs provienne de l'étranger. Et, l'idée est admise qu'ils seront autant **d'ambassadeurs de la culture et des valeurs françaises**. Cette politique, nouvelle réglementation sur les visas étudiants, meilleure promotion de l'enseignement supérieur français, réforme de l'attribution des bourses, amélioration des conditions d'accueil, porte ses fruits. La France compte aujourd'hui 195 000 étudiants étrangers, derrière les Etats-Unis (590 000) et la Grande Bretagne (232 000), soit une progression de 30 % ces quatre dernières années. Le recrutement est également plus diversifié. Les Chinois (5 500) sont ainsi six fois plus nombreux qu'en 1997.

Les outils de solidarité

L'influence est indissociable de la solidarité. Dans un monde tiraillé par les extrêmes et une mondialisation perçue, à tort ou à raison, comme génératrice d'inégalités, la France plaide un équilibre entre **la liberté**, liberté économique, politique et sociale, et **la protection**, protection des plus faibles, personnes ou pays. C'est ce « mix » qui fait la spécificité du modèle français (européen).

Les années 1990 ont vu triompher **les doctrines du développement** fondées un peu trop exclusivement sur le rôle du marché. Or, leur mise en œuvre n'a nullement donné les résultats escomptés. Leur brutalité a eu un coût social élevé : phénomènes massifs d'exclusion, effondrement des systèmes nationaux de santé et d'éducation... Aujourd'hui, nous savons que la croissance macro-économique ne provoque pas à elle seule le développement et que les objectifs économiques ne peuvent être atteints sans des interventions sociales et politiques. Mieux encore, nous apprenons à définir le développement par le niveau d'influence qu'une population peut exercer sur sa situation et, de manière plus concrète par l'égalité d'accès de tous à la santé, à l'éducation ou à la décision. Longtemps négligé au nom d'un **concept purement économique de la croissance**, l'investissement dans le capital humain s'avère un pilier indispensable du développement. Il en est de même pour la protection du capital écologique.

Il s'agit, dans ces conditions, pour la France de reprendre l'initiative au niveau conceptuel et de renouveler les pratiques en matière de développement.

On assiste ainsi à la refondation de **la doctrine française** d'aide au développement. En liaison avec le monde universitaire, scientifique et économique, de nouveaux thèmes de réflexions émergent : lutte contre la pauvreté et les exclusions, lutte contre le sida, promotion de l'Etat de droit, fiscalité de l'investissement... **Penser global, agir local**. Penser le monde pour mieux agir sur le terrain. Mais aussi, mieux agir localement pour mieux changer le monde, telle est l'ambition de la France.

Cet objectif passe, bien entendu, par une mondialisation maîtrisée et équilibrée. Les programmes de coopération, adaptés à la diversité des pays bénéficiaires, ont été ainsi prioritairement orientés vers la lutte contre **les causes de l'exclusion et de la pauvreté**. De nouveaux mécanismes tels que les Fonds de solidarité prioritaire (FSP) permettent aux services de coopération et d'action culturelle (SCAC) d'agir au plus près du terrain, aux côtés de l'Agence française de développement (AFD) mais aussi des organisations représentatives de la société civile locale. Actuellement, plus de 500 projets concrets sont en cours de réalisation, un peu partout dans le monde. Dans ce contexte, la prééminence des pays d'Afrique subsaharienne et de l'Océan indien se maintient. Le soutien à la satisfaction des besoins de base des populations, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation, et de la réduction des disparités se poursuit et s'accompagne d'actions spécifiques visant au renforcement **des institutions** et de **la pratique démocratique**. La mise en place de contrats de désendettement-développement (C2D), dans le cadre d'accords bilatéraux de réduction de la dette des pays les plus pauvres, vient parachever ce dispositif.

D'autres pays et d'autres zones géographiques sont concernées par l'effort de solidarité de la France. Au Maghreb, l'essentiel de l'aide est destinée à la structuration de l'Etat de droit, aux réformes entreprises dans l'éducation et la formation professionnelle, à la santé, au développement des infrastructures de base ou encore aux échanges scientifiques, la promotion de la langue ou le maintien d'une diffusion culturelle forte. Ailleurs, les priorités sont la formation professionnelle (Arabie Saoudite), la coopération administrative et scientifique (Chine) ou encore la formation et l'enseignement supérieur, la modernisation de l'appareil juridique et de l'Etat ainsi que la réforme économique (Vietnam). En un mot, une aide adaptée, mieux ciblée et plus efficace.

M.S.B

La vie du Club

Nouvelles adhésions approuvées par le Conseil :

	Fonction	Société
▪ Pascale Carle	Directrice études et prospectives	Auchan
▪ Marie-Christine Carlier	Planning, Stratégie, Marques, Etudes	SNCF
▪ Bernard Desnault	Président	Savour Club
▪ Dominique Chardon	Président	Crédit agricole
▪ Olivier Haertig	Secrétariat Général	Natexis
▪ Jean-Claude Guillon	Directeur stratégie et communication	Limagrain
▪ Chantal Vinsot	Avocate	
▪ Henri Verdier	Directeur général	Odile Jacob Multimédia
▪ Michel Prada	Président	COB
▪ Jean-Jacques Jarjanette	Directeur Marketing	Matines SA

Vigilances n°8 : en préparation

Nous souhaiterions que nos membres y contribuent en nous faisant parvenir des alertes ou des notes de lecture. C'est la diversité de nos membres et de leurs contributions qui fera la richesse de ***Vigilances*** et donc l'enrichissement de chacun.

Prochain petit-déjeuner

14 novembre 2002 : Philippe Lemoine, co-président du groupe Galeries Lafayette, président de LaSer s'applique à renouveler la réflexion sur la modernité et interviendra sur le thème : ***D'une modernité à l'autre ; rôle de l'entreprise.***

The Two-Mile Time Machine

Richard B. Aller, Princeton University Press, 2002.

Climatologue, Richard Aller a dirigé l'une des équipes analysant les carottes glacières prélevées au Groeland. Profondes de 2 miles, elles permettent de retracer l'histoire des climats de la Terre des derniers 250 000 ans. Dans la longue durée préhistorique, le climat terrestre a été beaucoup plus froid et beaucoup plus instable qu'au cours des temps historiques. Nos ancêtres ont eu la vie dure. Il n'est pas impensable, estime l'auteur, qu'il faille nous préparer à faire face à des situations climatiques beaucoup plus graves qu'un réchauffement de quelques degrés sur un siècle. Nous allons peut-être devoir affronter des sauts de températures de l'ordre de 10 à 15 degrés en quelques décennies ou même quelques années. Comment nos civilisations y résisteront-elles ?

Alain de Vulpian, président du Conseil de surveillance de *Sociovision*

Après l'empire

Emmanuel Todd, Editions Gallimard, 233 p., Paris 2002.

Loin de la polémique à la mode entre pro et anti-américains, Emmanuel Todd tente une percée conceptuelle. Selon lui, l'immensité du déficit commercial des Etats-Unis (voir page 3, l'alerte du professeur Fontela) fragilise l'empire américain au point que celui-ci est obligé de monter toute une mise en scène pour que le reste du monde croie avoir intérêt à lui payer tribut. Ainsi, le terrorisme islamique est-il présenté comme une menace universelle alors que l'Islam lui-même est traversé par des courants contradictoires dont la plupart (éducation, démographie, etc.) vont dans le bon sens. A en croire l'auteur, l'Europe et la Russie se rapprocheront, la Chine émergera, le Japon se réveillera et les Etats-Unis devront organiser leur repli économique afin de réduire leur dépendance. Grande puissance oui, unique puissance non, telle est la thèse qu'Emmanuel Todd soutient avec autant de brio que d'érudition. Les premiers chapitres sont éblouissants. On peut regretter, cependant, que ce briseur d'idoles ne reconnaisse pas que la tradition américaine est faite, avant tout, d'aptitude au changement.

M.U.

Que s'est-il passé ? L'Islam, l'Occident et la modernité

Bernard Lewis, Editions Gallimard, 230 p., Paris 2002.

Bernard Lewis frappe fort et là où cela fait mal. Voilà une civilisation musulmane, dépositaire des acquis gréco-romains, triomphante militairement et en avance sur l'Occident sur les plans économique et culturel, du VIIe au XVIe, et qui a, depuis, connu un inexorable déclin. Rejet de la science – le poids des pays musulmans dans la production scientifique est dérisoire –, sous-développement économique, baisse de la productivité... Pourquoi ? Pour ce grand spécialiste du monde musulman, spécialement celui du Moyen-Orient, ces échecs ont une origine culturelle, l'anesthésie de la créativité temporelle par une religion totalisante. Et, c'est ce manque de liberté qui est, selon Bernard Lewis, à la base des maux dont souffre le monde musulman : liberté de l'esprit affranchi des dogmes et de la censure ; liberté de l'économie affranchie de la corruption et de l'incurie ; liberté des femmes affranchie de la domination masculine ; liberté des citoyens affranchis de la tyrannie. Car, c'est en s'affranchissant de l'idée de vérité divine absolue que l'Occident a entamé sa marche vers le développement.

Europe

Comédie héroïque écrite vers 1640 par Armand du Plessis cardinal de Richelieu.

Voilà une occasion à saisir d'urgence par la chaîne « Histoire ». Pensez donc : l'auteur est un personnage historique de premier plan ; et le sujet qu'il traite traverse les siècles par son actualité. Avec une grande élévation d'esprit et dans une langue digne de Corneille, le Cardinal s'exprime par la voix de *Françon* et fait la cour à *Europe* qu'il entend sauver des guerres intestines. Le méchant de la fable est *Ibère* l'autoritaire et intolérant roi d'Espagne qui tient en laisse son cousin *Germanique*. *Françon*, quoique catholique s'allie avec les princes protestants et garantit la liberté des cultes. *Germanique* finit par lui tendre la main au grand soulagement d'*Albion*, d'*Italie* et de *Lorraine*. Le ton est plaisant et l'on s'instruit beaucoup. Les représentations étaient confidentielles et il faut espérer que la télévision assurera à l'œuvre la pérennité qu'elle mérite.